

investir en private equity

idi

rapport financier semestriel – 30 juin 2013



SOMMAIRE

- I – RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2013**
- II – COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2013**
- III – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013**

I – RAPPORT SEMESTRIEL D’ACTIVITE AU 30 JUIN 2013

Les informations chiffrées ont été établies par le Gérant, présentées au Conseil de Surveillance de l’IDI du 29 août 2013 et revues par les Commissaires aux comptes.

1. Activité et performances du premier semestre 2013

1.1 Performances

L’ANR par action de l’IDI diminue légèrement de 1,36% au cours du premier semestre 2013 et s’élève à 32,56 euros au 30 juin 2013 (après versement du dividende de 0,15 € par action⁽¹⁾ en juillet 2013). Au 31 décembre 2012, il était de 33,16 euros.

Au cours de cette période, le portefeuille non coté de l’IDI s’est légèrement apprécié du fait notamment de cessions dans de bonnes conditions. Les actifs cotés, en particulier dans les pays émergents, ont quant à eux marqué une baisse de valeur dans un contexte très volatil.

Depuis son introduction en bourse en 1991, l’IDI affiche un TRI pour l’actionnaire (dividendes réinvestis) de 14,55 % par an, soit un multiple de près de 20 en vingt-deux ans, supérieur aux performances du secteur du capital-investissement.

(1) Solde du dividende de 1,15 € par action après versement d’un acompte sur dividende d’1 € par action en décembre 2012

1.2 Investissements et cessions réalisés au cours du premier semestre 2013

Au cours du premier semestre, l’IDI a investi 10,4M€ en private equity (hors les investissements directement réalisés par Idinvest Partners), dont 5,4M€ en private equity France (prise de participation dans deux hôtels situés à Paris) et 5,0M€ dans les pays émergents, directement ou via Idi Emerging Markets (IHS, leader de la gestion de tours de télécommunications au Nigéria et Falcon House Fund I, fonds de private equity Indonésien).

Les cessions se sont globalement élevées à 23,1M€, dégageant une plus-value de 8,1M€ par rapport au prix d’acquisition. L’IDI a ainsi cédé sa participation dans Sorgem (études et conseil portant notamment sur l’évaluation d’entreprises et la réalisation d’études marketing qualitatives) et réduit sa participation dans l’une des sociétés cotées de son portefeuille. Par ailleurs, dans le cadre de la cession d’Alti (SSII), l’IDI a obtenu le remboursement de ses lignes de dette Mezzanine. L’IDI a également perçu des dividendes ou des retours de capital d’Idi Emerging Markets.

Parallèlement à ces cessions, l’IDI a poursuivi activement l’examen de nouvelles opportunités d’investissement.

L’activité d’Idinvest Partners a été très soutenue durant le 1er semestre 2013 avec 100 M€ de nouveaux investissements sur le mid-market et 37 M€ en capital croissance, tandis que les cessions du portefeuille se sont élevées à 94 M€. Les levées de fonds se sont élevées à près de 580 M€, dont un mandat institutionnel de 100 M€, un fonds de titrisation de 280 M€ et un

fonds dédié aux nouvelles technologies de 60 M€. Deux nouveaux FCPI ISF ont collecté plus de 50 M€.

1.3 Principaux événements intervenus depuis le 30 juin 2013 et perspectives 2013

Au mois de juillet, l'IDI a investi 2,0M€ dans le Groupe Mériguet, spécialiste renommé de la peinture décorative, aux côtés de Qualium Investissement et du management du Groupe Mériguet (Antoine Courtois et Laurent Gosseaume).

A fin juin 2013, l'IDI et ses filiales à 100% disposent d'une trésorerie nette disponible de 38,4M€ auxquels s'ajoutent 40,4M€ d'actifs financiers liquides.

L'IDI mettra ses ressources propres au service de la poursuite du développement des sociétés de son portefeuille et à l'acquisition de nouvelles cibles dans le cadre d'une politique d'investissement volontairement prudente et sélective.

Aucun évènement significatif n'est intervenu depuis le 1^{er} juillet 2013.

2. Informations financières

Les fonds gérés par l'IDI s'établissent au 30 juin 2013 à 4,17 milliards d'euros, se décomposant en (i) 354 millions d'euros de capitaux propres consolidés (262 millions d'euros part du Groupe et 92 millions d'euros part des minoritaires), (ii) 3,82 milliards d'euros de fonds de tiers (3,8 milliards d'euros par Idinvest Partners et 25 millions d'euros au titre de la quote part des fonds de tiers dans le FCPR IDI Mezzanine).

Récapitulatif des principaux indicateurs

Résultats consolidés (en M€)	06/2013	06/2012	12/2012
Résultat d'exploitation	0,7	0,5	1,4
Résultat des opérations en capital ⁽¹⁾	-0,1	-1,1	1,8
Résultat financier	4,2	4,5	20,6
Impôts	-1,7	-1,2	-3,8
Résultat net global part du groupe	-0,7	-0,4	12,4
<i>Bilan (en M€)</i>			
Fonds propres consolidés (part du Groupe)	261,7	267,8	273,2
Total des Capitaux Propres consolidés	353,9	365,6	363,7
Trésorerie nette consolidée ⁽²⁾	38,4	4,2	40,5
<i>ANR (en M€) et ANR par action (en €)</i>			
ANR (en M€) ⁽³⁾	252,3	254,0	257,0
ANR par action ⁽⁴⁾	32,56	32,88	33,16

(1) Le résultat des opérations en capital s'élève à -0,1 M€ : 4,9 M€ de plus-values consolidées, 0,8 M€ de dotations aux provisions pour risques et charges et -4,2 M€ de « variation de juste valeur ».

(2) La trésorerie nette correspond à la trésorerie disponible pour l'Idi et ses filiales à 100% déduction faite des dettes financières.

(3) L'ANR au 30 juin 2013 (252,3 M€) est égal aux capitaux propres consolidés part du Groupe, soit 261,7 M€, figurant au bilan consolidé desquels est retraité l'écart (9,4 M€) entre la part du Groupe dans l'évaluation des actifs consolidés en valeur de marché et le pourcentage de la situation nette part du groupe ressortant de la consolidation par intégration globale de ces actifs.

(4) L'ANR, soit 252,3 M€, est ventilé entre la part du commandité (18,6 M€) et la part des actionnaires commanditaires (233,7 M€). Ce dernier montant est divisé par le nombre d'actions existantes diminué du nombre d'actions IDI détenues en autocontrôle fin juin 2013 (soit 7 177 374). Cela conduit à 32,56 € par action après prise en compte du solde du dividende 2012 distribué en juillet 2013 soit 0,15 €. A fin juin 2013, la croissance de l'ANR après dividendes s'élève donc à $32,56 - (33,16 - 0,15) / (33,16 - 0,15) = -1,36\%$.

3. Transactions avec les parties liées

Au cours du 1^{er} semestre 2013, il n'y a pas eu de transactions entre parties liées ayant un impact significatif sur les états financiers semestriels.

4. Principaux risques

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe pourrait être confronté sont détaillés dans la section « Facteurs de risques » du document de référence 2012 déposé auprès de l'AMF le 25 avril 2013 sous le numéro D. 13-0434. Ce document est accessible sur le site de la Société : www.idi.fr. Il n'y a pas eu d'évolution significative de ces risques au cours du premier semestre 2013.

5. Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Paris, le 29 août 2013

Christian LANGLOIS-MEURINNE
Président d'Ancelle et Associés,
Gérant de l'IDI

II – COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS RESUMÉS AU 30 JUIN 2013

Bilan consolidé

ACTIF	30/06/13	30/06/12	31/12/12
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations corporelles	1 348	8 338	1 043
Ecarts d'acquisition	13 266	13 266	13 266
Immobilisations incorporelles	359	433	417
Immobilisations Financières	303 699	331 007	305 768
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	36 949	43 088	41 699
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	266 516	287 660	263 836
Autres immobilisations financières	234	259	233
Autres créances non courantes	14 428	20 829	16 184
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	333 100	373 873	336 678
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	0	5 274	0
Créances d'exploitation	11 769	8 685	10 901
Autres créances	20 840	21 735	19 652
Valeurs mobilières de placement	34 890	33 500	22 127
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 462	13 703	41 020
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	84 961	82 897	93 700
TOTAL DE L'ACTIF	418 061	456 770	430 378

PASSIF	30/06/13	30/06/12	31/12/12
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	51 273	51 273	51 273
Primes	131 627	131 627	131 627
Réserves consolidées	77 167	84 261	76 999
Résultat - Part du Groupe	1 670	648	13 273
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	261 737	267 809	273 172
INTERETS MINORITAIRES	92 178	97 824	90 518
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	353 915	365 633	363 690
Passifs non courants			
Provisions pour risques et charges	4 489	3 060	3 686
Dettes financières non courantes	4 810	7 892	4 745
Autres dettes non courantes	21 454	25 860	21 206
Total des passifs non courants	30 753	36 812	29 637
Passifs courants			
Dettes financières courantes	731	297	3 825
Dettes d'exploitation	15 330	14 127	13 977
Autres dettes	17 332	39 901	19 249
Total des passifs courants	33 393	54 325	37 051
TOTAL DU PASSIF	418 061	456 770	430 378

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	30/06/13	30/06/12	31/12/12
Chiffre d'affaires	18 087	16 639	32 202
Autres produits de l'activité		229	
Achats et charges externes	-8 655	-8 283	-15 138
Personnel	-6 126	-6 112	-11 791
Impôts et taxes	-836	-532	-1 098
Dotation aux amortissements et provisions d'exploitation	-203	-474	-337
Autres charges	-1 558	-964	-2 435
RESULTAT D'EXPLOITATION	709	503	1 403
Solde des plus-values/moins-values sur immobilisations financières	4 867	1 819	19 148
Solde des dotations et reprises de provisions et amortissements	-803	103	-523
Autres produits en capital			
Variation juste valeur	-4 173	-2 979	-16 802
RESULTAT SUR OPERATIONS EN CAPITAL	-109	-1 057	1 823
AUTRES PRODUITS & CHARGES OPERATIONNELS	-2	-39	705
RESULTAT OPERATIONNEL	598	-593	3 931
Produits financiers de l'actif immobilisé	4 426	4 181	19465
Charges - Produits de trésorerie	-164	157	1124
Différence de change	-25	151	-29
Reprise nette provision pour perte de change		0	
RESULTAT FINANCIER	4 237	4 489	20 560
RESULTAT AVANT IMPOT	4 835	3 896	24 491
dont : - part du groupe	3 303	1 750	16 790
- part des minoritaires	1 532	2 146	7 701
Impôts courants et différés des sociétés consolidées par intégration globale	-1 717	-1 172	-3773
RESULTAT NET	3 118	2724	20 718
dont : - résultat net part du groupe	1 670	648	13 273
- résultat net part des minoritaires	1 448	2076	7 445
Résultat net de base par action part du groupe	0,23	0,09	1,85
Résultat net dilué par action part du groupe	0,23	0,09	1,85

État du résultat global

(en milliers d'euros)	30/06/13	30/06/12	31/12/12
Résultat après impôt	3 118	2 724	20 718
Variation de la juste valeur des actifs financiers par capitaux propres	-3 804	-399	-1 008
Résultat global pour la période	-686	2 325	19 710
Résultat global par action	-0,10	-0,05	1,72
Part du Groupe	-714	-361	12 373
Part des minoritaires	28	2 692	7 337

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	30/06/13	30/06/12	31/12/12
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation			
+ Résultat net	3 118	2 724	20 718
+ Dotations aux amortissements	203	474	441
+ Dotations aux provisions (hors celles liées à l'actif circulant)	803	-100	523
- Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur par résultat	-4 173	-2 979	-16 802
- Plus et moins-values sur cessions d'actifs	4 867	1 819	19 148
- Autres produits non monétaires (Intérêts capitalisés)	1 719	2 700	5 538
- Dividendes de sociétés non consolidées	2 707	1 480	13 927
+ Coût de l'endettement financier net	-164	-157	-1 124
+ Charge d'impôt	1 717	1 172	3 773
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et de l'impôt	557	1 093	2 520
- Variation du besoin de fonds de roulement d'exploitation	1 232	-3 182	2 998
Total des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	-675	4 275	-478
Flux de trésorerie des activités d'investissement financiers et de placement			
<i>Activité opérationnelle d'investissement et de placement</i>			
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	23 093	25 549	46 972
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	23 156	16 979	66 456
+ Dividendes reçus	2 707	1 480	13 927
+ Changement périmètre réserves			-149
<i>Activité d'investissements en immobilisations incorporelles et corporelles</i>			
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	450	153	477
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6 605	4 145	-6 029
- Variation hors cycle net			
Total des flux de trésorerie provenant de l'activité opérationnelle d'investissement et de placement	-4 285	-11 388	38 814
Flux de trésorerie des activités de financement			
+ Augmentation (réduction) de capital	-91	58	35
- Distribution aux actionnaires de la société mère	0	34 080	41 257
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	379	1 876	1 876
+ Nouveaux emprunts et dettes financières	65		339
- Remboursements emprunts et dettes financières	3 094	4 782	5 000
+ Comptes courants associés (actifs) passifs	-2 500	23 700	
- Intérêts financiers nets versés	-164	-157	-1 124
+ Var dettes financières court terme	0	-49	258
Total des flux de trésorerie provenant des opérations de financement	-5 835	-16 872	-46 377
Variation des liquidités et équivalents au cours de l'exercice	-10 795	-23 985	-8 041
Trésorerie à l'ouverture	63 147	71 188	71 188
Trésorerie à la clôture	52 352	47 203	63 147

Tableau de variation des capitaux propres

(En milliers d'euros)	Capital	Primes	Ré-serves	Résu-ltat	Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts mino-ritaires	Total des capi-taux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2010	51 273	131 627	59 956	57 320	300 176	89 583	389 759
Résultat de la période				17 258	17 258	1 744	19 002
Ecart de valeur			-5 963		-5 963	630	-5 333
Résultat global	0	0	-5 963	17 258	11 295	2 374	13 669
Distribution de dividendes commanditaires commandités			-8 259 -1 441		-8 259 -1 441	-4 216	-12 475 -1 441
Mise en réserves			57 320	-57 320	0	0	0
Augmentation de capital			0		0	9 474	9 474
Changement périmètre réserve			439		439	-201	238
Variation autocontrôle			-18		-18		-18
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	48 041	-57 320	-9 279	5 057	-4 222
Capitaux propres au 31 décembre 2011	51 273	131 627	102 034	17 258	302 192	97 014	399 206
Résultat de la période				13 273	13 273	7 445	20 718
Ecart de valeur			-900		-900	-108	-1 008
Résultat global	0	0	-900	13 273	12 373	7 337	19 710
Distribution de dividendes commanditaires commandités			-39 474 -1 783		-39 474 -1 783	-1 876	-41 350 -1 783
Mise en réserves			17 258	-17 258	0	0	0
Augmentation/réduction de capital			0		0	-6 607	-6 607
Changement périmètre réserve			-171		-171	-5 350	-5 521
Variation autocontrôle			35		35		35
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	-24 135	-17 258	-41 393	-13 833	-55 226
Capitaux propres au 31 décembre 2012	51 273	131 627	76 999	13 273	273 172	90 518	363 690
Résultat de la période				1 670	1 670	1 448	3 118
Ecart de valeur			-2 384		-2 384	-1 420	-3 804
Résultat global	0	0	-2 384	1 670	-714	28	-686
Distribution de dividendes commanditaires commandités			-2 627 0		-2 627 0	-1 415	-4 042 0
Mise en réserves			13 273	-13 273	0	0	0
Augmentation/réduction de capital			0		0	-7 777	-7 777
Changement périmètre réserve			-8 100		-8 100	10 824	2 724
Variation autocontrôle			6		6		6
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	2 552	-13 273	-10 721	1 632	-9 089
Capitaux propres au 30 juin 2013	51 273	131 627	77 167	1 670	261 737	92 178	353 915

Annexe aux états financiers consolidés au 30 juin 2013

Note 1 : PRINCIPES ET PERIMETRE DE CONSOLIDATION

L'IDI a pour métier la prise de participations dans les entreprises à tous les stades de leur vie (création, développement, transmission). Son activité s'exerce soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés de portefeuille.

L'IDI consolide les sociétés de portefeuille par intégration globale pour celles dont elle détient le contrôle.

Certaines sociétés de portefeuille non significatives au niveau des capitaux propres (notamment Financière Lilas, holding de Karting) ou dont la cession est prévue ne sont pas consolidées.

La société Domosys Finance (holding de reprise du groupe Mikit) a été consolidée par intégration globale à compter de la date de sa prise de contrôle (octobre 2007). De ce fait, la valeur de Mikit et les dettes financières d'acquisition sont incluses au sein des comptes consolidés du Groupe.

Au 30 juin 2013, suite à des opérations de fusion, les sociétés Adfi 2 et Domaine Romaneira ont été sorties du périmètre de consolidation. Par ailleurs, le pourcentage d'intérêts du Groupe dans Idinvest Partners a été ramené à 51% afin de refléter la nouvelle répartition du capital de la société.

Le périmètre de consolidation s'établit comme suit :

Sociétés intégrées globalement	Pourcentage d'intérêts au 30/06/2013	Pourcentage d'intérêts au 31/12/2012
IDI	Mère	Mère
. ADFI 3	100,0	100,0
. ADFI 2	n/a	95,1
. IDINVEST PARTNERS	51,0	95,1
. ADFI 5	100,0	100,0
. DOMAINE ROMANEIRA	n/a	100,0
. DOMOSYS FINANCE	95,0	95,0
. GIE MATIGNON 18	90,0	90,0
. IDI EMERGING MARKETS (compartiment I)	46,3	46,3
. IDI EMERGING MARKETS (compartiment II)	35,1	35,1
. IDIFINE	100,0	100,0
. IDI SERVICES	100,0	100,0
. OGI ALBAN	100,0	100,0

Les comptes consolidés sont arrêtés au 30 juin.

Note 2 : PRINCIPES

Les états financiers consolidés du Groupe au 30 juin 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2013 et consultable sur le site : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les états financiers semestriels présentés ci-après sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui permet de présenter une sélection de notes annexes. A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2012.

2.1. Normes IFRS

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2013 sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2012 et détaillés dans les comptes consolidés publiés à cette date.

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune norme, amendement ou interprétation déjà publiés par l'IASB et endossés par l'Union Européenne mais dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2013.

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2013 n'ont pas eu d'effet significatif pour le Groupe :

- IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » ;
- Amendements à IFRS 1 « Prêts gouvernementaux » ;
- Amendements à IFRS 1 « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application ferme pour les nouveaux adoptants » ;
- Amendements à IAS 12 « Impôts différés liés à des actifs réévalués » ;
- Amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies » ;
- IFRIC 20 « Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert » ;
- Amendement à IAS 1 « Présentation des autres éléments du résultat global » ;
- Amendements à IFRS 7 « Information à fournir : compensation des actifs et passifs financiers ».

À la date d'arrêté des présents états financiers, les nouveaux textes et les interprétations suivantes étaient émis mais non encore applicables ou homologués par l'Union européenne :

- IFRS 9 « Instruments financiers » ;
- IFRS 10 « États financiers consolidés » ;
- IFRS 11 « Accords conjoints » ;
- IFRS 12 « Information à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;

- IAS 28 Révisée (2011) « Participation dans des entreprises associées » ;
- IAS 27 Révisée (2011) « Etats financiers individuels» ;
- Amendements à IAS 32 « Compensation des actifs et passifs financiers » ;
- Amendements à IAS 36 « Informations à fournir »
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12, IAS 27 « Entités d'investissements » ;
- IFRIC 21 « Taxes »

2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de la durée d'utilisation estimée.

Les durées retenues sont les suivantes :

- Constructions : 20 à 50 ans
- agencements, aménagement, installations : 5 à 16 ans
- mobilier et autres immobilisations corporelles : 3 à 5 ans

2.3. Actifs financiers

Immobilisations financières

Les titres de participations sont constitués par les sociétés du portefeuille.

Les immobilisations financières sont classées en deux principales catégories :

- les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres,
- les actifs financiers à la juste valeur par résultat pour les titres acquis à compter du 1^{er} janvier 2006.

Les autres immobilisations financières représentent les dépôts et cautionnements principalement liés aux locations immobilières ainsi que les prêts.

Valorisation

Fin juin 2013, les immobilisations financières représentent en valeur de marché 303 699 K€.

A chaque arrêté semestriel ou annuel, les titres détenus font l'objet ligne par ligne d'une analyse afin de déterminer leur juste valeur.

Cette valeur correspond :

Pour les titres non cotés :

- dans les 12 mois de l'acquisition : au prix d'achat sauf évènement important notamment sur la structure d'acquisition,
- après 12 mois :
 - application de la méthode « multicritères » (comparables cotés, transactions comparables, multiple d'entrée, opérations significatives sur le capital),
 - en cas de résultat inférieur au prix de revient, diminution de valeur (provisions),

- en cas de revalorisation à la hausse, application d'une décote de 10 à 30 % sur cette valeur réévaluée des titres. Si, après cette décote, la valorisation est supérieure au prix de revient, cette valeur est conservée,
- IDI applique en outre, en tant que de besoin, une décote d'illiquidité liée à la plus ou moins grande liquidité de la participation détenue.

Pour les titres cotés :

- valorisés au dernier cours de bourse de la période sans décote,
- exception : titres cotés faisant l'objet de restrictions de négociabilité / illiquidité valorisés avec une décote comprise entre 5 % et 50 % sur le dernier cours de bourse de la période. En particulier, « les hedge funds » sont valorisés sur la base de leur « net asset value » (NAV) publiée, qui correspond à leur ANR. Cependant, pour les fonds bloquant temporairement les demandes de remboursement, une provision d'environ 50 % a été constituée sur la partie faisant l'objet de blocages (dénommée généralement « side pocket »).

Pour la valorisation de ses actifs, IDI Emerging Markets retient la dernière valeur d'actif net (Net Asset Value) disponible à la date d'arrêté des comptes et transmise par les fonds concernés.

Pour les titres cotés et non cotés comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres, si une baisse de la valeur en-dessous de leur coût d'acquisition est jugée significative (plus de 50 % de perte de valeur) ou prolongée (période supérieure à 12 mois), une dépréciation durable est constatée. La constatation de cette dépréciation se fait par un transfert en résultat du montant de la perte cumulée sortie des capitaux propres.

Le Groupe IDI n'a pas eu recours à la titrisation au cours de la période.

En conformité avec la norme IFRS 7, l'évaluation à la juste valeur des titres cotés fait l'objet d'une classification en niveau 1 et celle des titres non cotés en niveau 2.

2.4. Résultat sur opérations en capital

Sont classées dans cette rubrique les plus ou moins-values sur les actifs cédés ainsi que la variation en juste valeur des actifs constatée sur la période.

2.5. Résultat opérationnel

Les revenus regroupent les prestations de service facturées. Les charges concernent les charges courantes d'exploitation. S'y ajoutent le résultat sur opérations en capital et les autres produits et charges non récurrents.

2.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à la différence entre le prix d'acquisition d'une société consolidée et la quote-part du groupe dans ses capitaux propres à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation.

L'écart d'acquisition est initialement comptabilisé comme un actif à son coût et est ultérieurement évalué à son coût diminué d'éventuelles pertes de valeur cumulées.

2.7. Provisions pour risques

Figurent au passif du bilan des provisions destinées à couvrir des risques identifiés, appréciés au cas par cas, liés aux activités des sociétés consolidées.

La provision pour indemnités de départ en retraite a été calculée sur la base des hypothèses suivantes :

- ratio de stabilité : 97% à 100 % ;
- taux d'augmentation des salaires : 2% à 3% ;
- taux d'actualisation : 2,69% à 3,25% ;
- âge de départ à la retraite : 63 à 70 ans.

2.8. Unité utilisée

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros (K€).

2.9. Publication des comptes

La publication des comptes a été autorisée par le Conseil de Surveillance du 29 août 2013.

2.10. Utilisation d'hypothèses et d'estimations

La préparation des états financiers implique que la Direction du Groupe procède à des estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs inscrits au bilan consolidé, les informations relatives à ces actifs et passifs, les montants de charges et produits du compte de résultat et les engagements relatifs à la période arrêtée. Les résultats réels ultérieurs pourraient être différents. Ces hypothèses concernent principalement la valorisation en juste valeur des titres non cotés selon leur valeur de marché.

2.11. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices au compte de résultat comprend l'impôt à payer au titre de la période et l'impôt différé.

Les impôts différés correspondant aux différences temporelles existant entre les bases taxables et comptables des actifs et passifs consolidés sont enregistrés en application de la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés sont reconnus quand leur réalisation future apparaît probable à une date qui peut être raisonnablement déterminée. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils se rapportent à une même entité et qu'ils ont des échéances de versement identiques.

2.12. Résultat par action

Le résultat par action est calculé conformément à la norme IAS 33 – Résultat par action. Le résultat net par action dilué est calculé en ajustant le résultat net part du Groupe et le nombre d'actions en circulation de l'effet dilutif de l'exercice des plans d'options ouverts à la date de clôture.

2.13. Actions propres

Les actions propres (44 590 titres au 30 juin 2013 vs 44 874 à fin 2012) ont été éliminées en consolidation (diminution de 652 K€ de la situation nette et des valeurs mobilières de placement).

La plus-value (8 K€) réalisée lors des ventes des actions propres a été éliminée du compte de résultat.

Note 3 : INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

3.1. Variations des immobilisations financières (en milliers d'euros)

<i>En milliers d'euros</i>	Total	Actifs finan- ciers à la juste valeur par capitaux propres	Actifs finan- ciers à la juste valeur par résultat	Autres
Valeur nette au 31 décembre 2011	320 019	46 440	273 320	259
Acquisitions				
Titres consolidés	0			
Concours aux entreprises	43 633	0	43 633	
Autres immobilisations financières	(26)			-26
Effet des variations de périmètre	0		0	
Autres mouvements	0			
Cessions	(40 547)	(4 232)	(36 315)	
Variation écart de marché par capitaux propres	(509)	(509)		
Provisions pour dépréciation durable	0	0		
Variation écart de marché par résultat	(16 802)		(16 802)	
Valeur nette au 31 décembre 2012	305 768	41 699	263 836	233
Acquisitions				
Titres consolidés	0			
Concours aux entreprises	28 057	0	28 056	1
Autres immobilisations financières	0			
Effet des variations de périmètre	0		0	
Autres mouvements	0			
Cessions	(24 584)	(3 381)	(21 203)	
Variation écart de marché par capitaux propres	(1 369)	(1 369)		
Provisions pour dépréciation durable	0	0		
Variation écart de marché par résultat	(4 173)		(4 173)	
Valeur nette au 30 juin 2013	303 699	36 949	266 516	234

3.2. Provisions pour risques et charges (en milliers d'euros)

<i>En milliers d'euros</i>	Total	Indemnités de fin de carrière	Post cessions compléments de prix	Différends et litiges
Solde au 31 décembre 2012	3 686	557	695	2 434
Dotations de la période	803	60		743
Reprises de la période				
Effets des variations de périmètre				
Solde au 30 juin 2013	4 489	617	695	3 177

3.3 Les autres créances

Elles s'élèvent au total à 35 268 K€ (dont 14 428 K€ non courantes et 20 840 K€ courantes). Elles concernent essentiellement la part des tiers dans le capital non encore appelé d'IDI Emerging Markets (compartiments 1 et 2).

3.4. Les dettes

Les dettes financières non courantes s'établissent à 4 810 K€ contre 4 745 K€ à fin 2012.

Les autres dettes non courantes (21 454 K€) correspondent à la fraction supérieure à 1 an des titres à libérer par IDI Emerging Markets dans les fonds dans lesquels elle a investi.

Les autres dettes courantes s'établissent à 17 332 K€ incluant notamment la fraction inférieure à 1 an des titres à libérer par IDI Emerging Markets pour 9 194 K€.

Note 4 : INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Résultat sur opérations en capital

Sont classées dans cette rubrique (i) les plus ou moins-values nettes, réalisées suite aux cessions des immobilisations financières, (ii) le solde des dotations et reprises de provisions sur immobilisations financières et pour risques, (iii) la variation en juste valeur constatée sur la période et éventuellement (iv) les autres produits en capital.

Au total (y compris les dotations aux provisions), le résultat sur opérations en capital est négatif de 109 K€ à fin juin 2013, compte tenu des moins-values latentes sur les immobilisations financières (4 173 K€), des dotations aux provisions (803 K€) et de l'effet positif des plus-values réalisées (4 867 K€).

4.2 Impôts

Au 30 juin 2013, la charge d'impôt du groupe s'élève à 1 717 K€ et comprend un produit d'intégration fiscal estimé à 1 543 K€.

Note 5 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE DU 30 JUIN 2013 ET PERSPECTIVES 2013

A fin juin 2013, l'IDI dispose d'une trésorerie brute disponible (hors trésorerie des filiales) de 38,4 millions d'euros auxquels s'ajoutent 40,4 millions d'euros d'actifs financiers liquides.

L'IDI mettra ses ressources propres au service de la poursuite du développement des sociétés de son portefeuille et à l'acquisition de nouvelles cibles dans le cadre d'une politique d'investissement volontairement prudente et sélective.

Aucune évolution significative n'est intervenue depuis le 1^{er} juillet 2013.

Note 6 : AUTRES INFORMATIONS

6.1 Risques de liquidité

A fin juin 2013, à l'identique du 31 décembre 2012, la société n'a pas de risque de liquidité.

6.2 Risques de marché

Risque de change

Le Groupe réalise des achats et ventes à terme de devises (principalement USD). À chaque dénouement d'un contrat à terme, le résultat est enregistré en comptabilité (perte ou profit de change). À chaque arrêté de compte, le résultat latent du contrat à terme est également enregistré dans les comptes consolidés.

Le montant des achats et ventes à terme est ajusté périodiquement en fonction de l'évolution et de la variation de la valeur des investissements concernés.

A fin juin 2013, il n'existe pas d'engagements à terme non dénoués.

Risques de taux

Placements de trésorerie

Les emplois de trésorerie à taux variable représentent la totalité des placements de trésorerie. L'essentiel est placé en SICAV de trésorerie : tous les véhicules utilisés sont indexés sur le taux du marché monétaire et ne supportent donc pas de risque en capital.

Dettes financières

Les dettes financières sont toutes à taux variable. Le Groupe n'a pas de politique de couverture systématique du risque d'évolution des taux d'intérêts. Le Groupe ne s'est pas couvert sur le risque des taux d'intérêt en 2012.

Le Groupe IDI avait, fin juin 2013, un encours de 5 541 K€ de dettes financières (4 810 K€ non courantes et 731 K€ courantes). L'ensemble de ces dettes financières concernent les holdings consolidés et sont sans recours contre l'IDI.

Risques de prix

Le Groupe IDI détient des titres cotés qui proviennent :

- soit de son activité de capital investissement : participations dans des sociétés non cotées dont les titres ont été introduits en bourse ou dans des sociétés déjà cotées (exemple : Avanquest),
- soit dans son activité de placements financiers : acquisition d'actions cotées et de parts de fonds détenteurs d'actions cotées, ainsi qu'investissements dans des fonds de gestion alternative (hedge funds).

Le Groupe IDI est donc susceptible d'être affecté par une éventuelle évolution négative des cours de Bourse des valeurs cotées qu'elle détient dans son portefeuille, et ce, à un double titre :

- par la baisse de son actif net à un moment donné,
- par l'impact que cette baisse aura sur les plus-values ou moins-values réalisées lors des cessions en Bourse de ces valeurs par le Groupe.

Une variation de 10 % des cours de bourse pourrait avoir un impact de 4 732 K€ pour les « actions tierces » et de 65 K€ pour les « actions propres ». Une variation de 10 % des critères de valorisation des titres non cotés pourrait de son côté avoir un impact de 22 550 K€ (en ne tenant pas compte des montants souscrits non libérés).

III – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

Comptes semestriels consolidés - Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société IDI, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Neuilly-sur Seine, le 29 août 2013

Les Commissaires aux Comptes

B&A Audit

Deloitte & Associés

Nathalie BOLLET-FLAMAND

Frédéric NEIGE